



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

FINANCES 1.3

N° : 2025-07-55

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE VINGT-DEUX JUILLET

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

16 juillet 2025

Date d'affichage :

16 juillet 2025

VOTE :

Pour :18

abstention :12

Michel NUGUES (pvr à N. SULPIS)
Patricia BIZOUERNE (pvr à A. Acoca)
Noëlle SULPIS
Arlette ACOCA
Nicolas CUADRADO
Nicolas RONDEPIERRE
Patricia DJOSSOUVI
Nathalie RIBEMONT
David PEREIRA
Lydia TCHARLAIAN
Pierre-Marie SALLE
Didier BELOT (pvr N. RONDEPIERRE)

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN - Adjoints au Maire, Michel BARRIERE, , Gilbert MINELLI, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Michel ROUBY, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Patricia DJOSSOUVI, Lydia TCHARLAIAN – Conseillers municipaux.

Absents et représentés : Montasser CHARNI (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER) , Marie-Thérèse CORDONNIER (pouvoir à Michel ROUBY), Marc LAMBLIN (pouvoir à Gilbert MINELLI), Michel NUGUES (pouvoir à Noëlle SULPIS), Patricia BIZOUERNE (pouvoir à Arlette ACOCA), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Didier BELOT (pouvoir à Nicolas RONDEPIERRE).

Absents : Sandrine LADISA, Corinne RAOULT.

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

GARANTIE D'EMPRUNT - CONTRAT 157665

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

SNL-PROLOGUES demande une garantie d'emprunt à la Ville du Raincy pour le financement d'une opération sur une partie de son parc immobilier sise 7 boulevard de l'Ouest au Raincy. L'opération s'intitule « parc social public, acquisition-amélioration de 1 logement ». Dans le cadre de cette opération, SNL-PROLOGUES souscrit un emprunt de 40 000 € auprès de la Caisse des dépôts et consignations qu'elle souhaite faire garantir à hauteur de 100% par la Ville du Raincy.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la demande de SNL-PROLOGUES.

VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU l'article 2305 du Code Civil,

Accusé de réception en préfecture
N° 930457-2025-07-55-DE
Date de télétransmission : 30/07/2025
Date de réception préfecture : 30/07/2025

VU le contrat de prêt n°157665 en annexe signé entre SNL-PROLOGUES, ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,
VU l'avis favorable de la Commission Vie municipale du 16 juillet 2025,

CONSIDERANT que le prêt souscrit a pour objet le financement de l'opération, acquisition-amélioration d'un logement situé 7 boulevard de l'Ouest au Raincy,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'ACCORDER sa garantie solidaire à SNL-PROLOGUES, pour le remboursement à hauteur de 100,00 % de toutes les sommes dues au titre de l'emprunt de 40 000 euros contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions détaillées dans le contrat de prêt n°157665 constitué de 1 ligne de prêt. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 40 000 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération laquelle vaut cautionnement,

ARTICLE 2 : DE DIRE que la Ville du Raincy a pris connaissance dudit contrat annexé à la présente,

ARTICLE 3 : DE DIRE que la Ville du Raincy s'engage au titre de la garantie d'emprunt sur les sommes qui pourrait ne pas être acquittées par SNL-PROLOGUES à sa date d'exigibilité.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME



Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.